



# SURINAME



CARAIËBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1210 \$ (1993)
Exportations	401 mio \$ (1993)
bauxite	75 %
Service de la dette / exportations	na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1.86 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	127 % (1993)
Taux d'urbanisation	49 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	1210 \$ (1993)
Exports	401 mio \$ (1993)
bauxite products	75 %
Debt service / exports	na/nd

## Social indicators

Population growth rate	1.86 % (1990-1995)
Primary schooling rate	127 % (1993)
Urbanization rate	49 % (1993)

LE SURINAME est l'un des deux pays ACP d'Amérique du Sud, situé au nord-est du sous-continent, en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1987. Le gouvernement actuel, élu démocratiquement, a été mis en place en 1991.

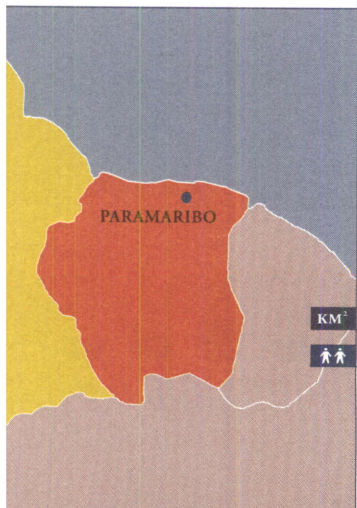
La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, des activités économiques fortement contrôlées et réglementées, des déficits budgétaires et de l'endettement. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en oeuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macro-économiques.

Le Suriname a bénéficié de l'assistance de l'Union Européenne depuis la période du 1er Fonds Européen de Développement. De Lomé I à III, les secteurs de concentration de l'aide (plus de 60 millions d'écus d'aide programmée) ont principalement été le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures.

Les fonds du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (27 millions d'écus) sont pour l'essentiel consacrés aux infrastructures de base en soutien au secteur rural. Les projets financés portent particulièrement sur la réhabilitation des routes de la ceinture côtière du pays. Les ressources programmées de Lomé sont également destinées à appuyer le renforcement institutionnel et la mise en oeuvre d'un programme de microréalisations.

Parmi les autres actions financées sous Lomé IV, figurent notamment des aides au rapatriement des réfugiés et, sur les ressources budgétaires de l'UE, à l'établissement d'un inventaire de l'écosystème de la forêt amazonienne du pays ainsi que l'assistance à la lutte contre le SIDA.

Le Suriname figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production.



KM<sup>2</sup> 163 270

445 000

SURINAM is one of the two South American ACP countries, situated in the north-east of the sub-continent, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1987. The present democratically-elected government was set up in 1991.

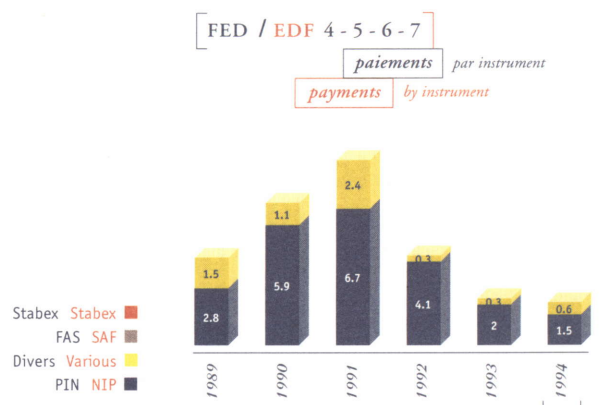
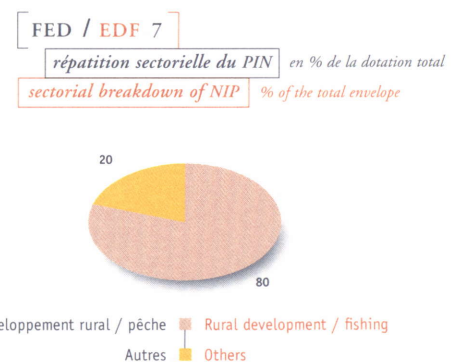
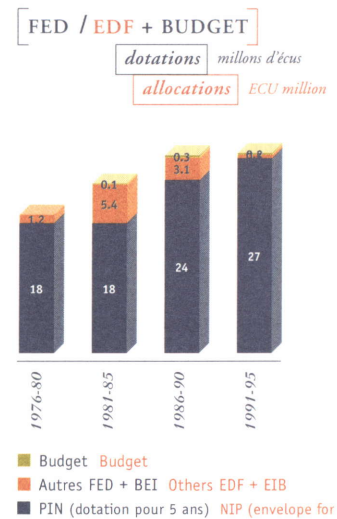
The economic policy followed in the Eighties produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme, to eliminate macro-economic imbalances.

Surinam has benefited from European Union aid since the time of the first European Development Fund. Under Lomé I to III, assistance (more than ECU 60 million of programmed aid) was mainly concentrated on agricultural and rural development, as well as infrastructures.

The National Indicative Programme (NIP) funds of Lomé IV (ECU 27 million) are intended essentially for infrastructures supportive to the rural sector. Financed projects mainly concern road rehabilitation in the country's coastal belt. Programmed resources are also designed to support institutional strengthening and the implementation of a micro-projects programme.

The most notable other actions financed under Lomé IV concern aid for refugees repatriation, and (from the EU's budget resources), an assessment of the country's Amazon rain forest ecosystem and assistance in the fight against AIDS.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Surinam's banana sector in helping to improve productivity and quality.







# SWAZILAND

INDÉPENDANT depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République Sud-africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-subsistance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé (81 millions d'écus d'aide programmée au total), s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux microprojets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en oeuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (25 millions d'écus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'écus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 km de la route Matsapha-Manzini, et devrait être achevé en 1995. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle.

Le commerce avec l'Union européenne est d'une importance majeure pour le Swaziland et représente 35 % des exportations totales du pays. Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'écus et entre 5 à 10 millions d'écus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (3,5 millions d'écus) et de l'Association pour le Sucre du Swaziland (4,5 millions d'écus).

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1050 \$ (1993)
Exportations	na/nd
sucre	
pâte à bois	
Service de la dette / exportations	3,8 % (1993)

## Indicateurs sociaux

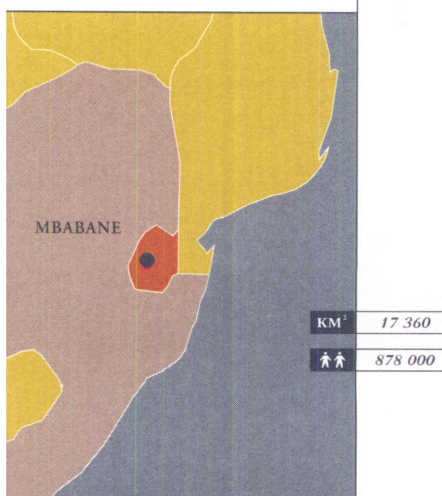
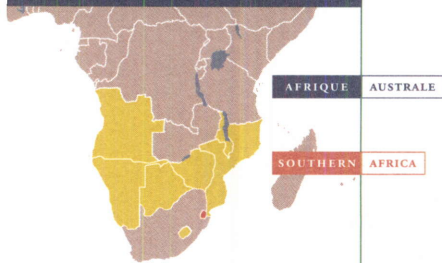
Taux de croissance de la population	2,68 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	110 % (1993)
Taux d'urbanisation	29 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	1050 \$ (1993)
Exports	na/nd
sugar	
woodpulp	
Debt service / exports	3.8 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.68 % (1990-1995)
Primary schooling rate	110 % (1993)
Urbanization rate	29 % (1993)



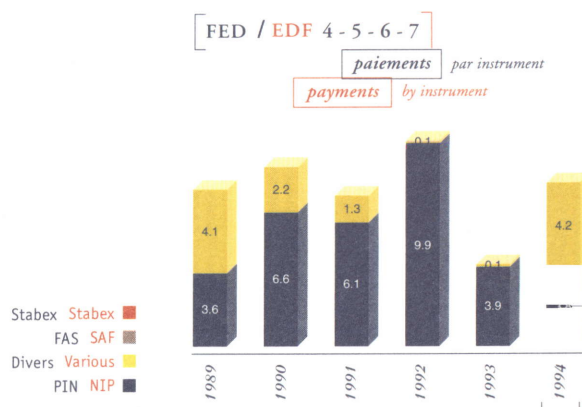
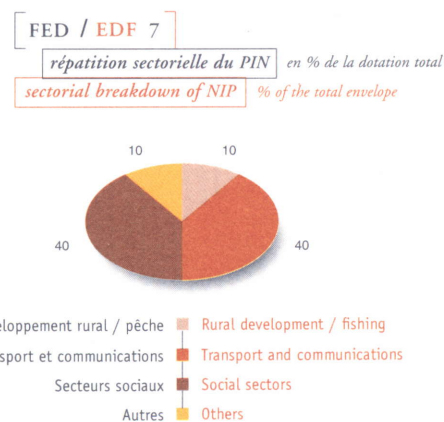
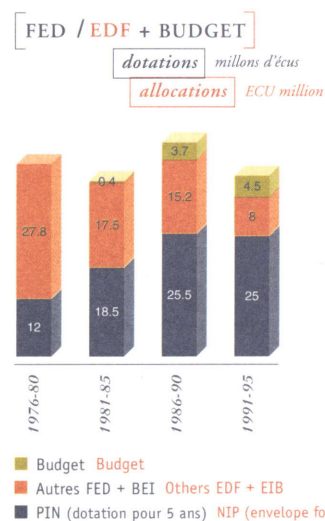
INDEPENDENT since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), Swaziland has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agroforestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately owned land and, on the other, a small semi-subsistence low production smallholder sector. As a small open economy Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

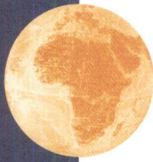
European assistance under the four Lomé Conventions (a total of ECU 81 million of programmed aid), has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based microprojects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 25 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which upgraded and expanded 8 km of the Matsapha-Manzini highway and is due for completion on 1995. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute.

Trade with the European Union is extremely important to Swaziland and accounts for 35 % of Swazi exports. The Lomé special Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5 to 10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

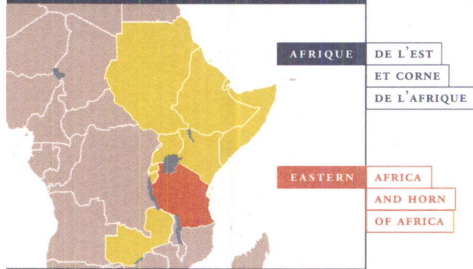
Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 3.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 4.5 million).







# TANZANIA



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	110 \$ (1992)
Exportations	448 mio \$ (1993)
coton	20 %
café	16 %
Service de la dette / exportations	25,1 % (1993)

## Indicateurs sociaux

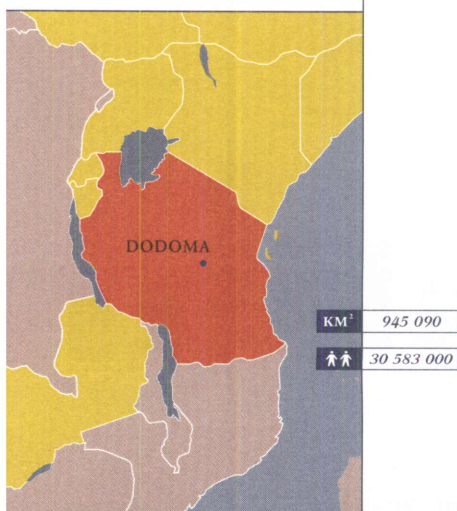
Taux de croissance de la population	3,4 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	69 % (1993)
Taux d'urbanisation	23 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	110 \$ (1992)
Exports	448 mio \$ (1993)
cotton	20 %
coffee	16 %
Debt service / exports	25.1 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.4 % (1980-1990)
Primary schooling rate	69 % (1993)
Urbanization rate	23 % (1993)



SUITE à l'indépendance du Tanganyika en 1961, la République Unie de Tanzanie a été instituée en 1964 par la réunion du Tanganyika et de l'île de Zanzibar (700 000 habitants). La Tanzanie a dû faire face aux handicaps que sont sa grande dépendance à l'égard des produits agricoles traditionnels et de fréquentes sécheresses. Après l'échec relatif de la politique africaine socialiste menée dans les années 1960 et 1970, le programme de réformes lancé en 1986 est progressivement parvenu à stabiliser la situation économique, et à encourager le secteur privé. La démocratie pluraliste est formellement reconnue par les réformes constitutionnelles de 1992 et des élections sont programmées pour 1995.

Amorcée en 1974, la coopération UE-Tanzanie s'est d'abord et principalement concentrée sur le développement agricole et rural, les transports, le renforcement institutionnel et les infrastructures sociales. Plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel aux réformes macro-économiques a été introduit.

Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel, avec plus de 100 millions d'écus, joue un rôle particulièrement important. Le Programme Indicatif National (PIN) de 166 millions d'écus comporte plusieurs projets en matière de transport cofinancés avec les fonds du Programme Indicatif Régional (PIR), pour améliorer les liaisons par route et rail avec les pays enclavés voisins tels que le Rwanda, le Burundi, le Zaïre et l'Ouganda. Parmi les autres actions financées sur le PIN, on trouve également l'appui à la conservation de l'environnement, aux télécommunications, au renforcement institutionnel (incluant la formation) et aux microprojets. Des projets de soutien à la lutte contre le SIDA ou pour l'approvisionnement en eau sont à l'étude. L'aide au secteur agricole provient en grande partie du Stabex — plus de 50 millions d'écus au cours de Lomé IV — et est principalement axée sur la filière café, en vue de soutenir le passage à une économie davantage tournée vers le marché.

Des actions plus modestes, mais néanmoins significatives, ont été lancées avec des fonds provenant du budget de l'Union européenne: plusieurs projets cofinancés avec des ONG, actions concernant la recherche/planification en matière de conservation et de protection de la nature et près de 12 millions d'écus d'aide alimentaire, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992. On notera aussi l'appui à la transition démocratique par la fourniture d'équipements et de matériel dans le cadre du processus électoral.

En 1994, de substantielles aides d'urgences ont été allouées pour faire face à l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi.

En outre, plus de 40 millions d'écus ont été approuvés par la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 19 millions ont déjà été engagés en faveur du secteur privé et de l'infrastructure portuaire.

FOLLOWING the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964, through the union of Tanganyika, with the islands of Zanzibar (700 000 inhabitants). Tanzania has been handicapped by its heavy reliance on traditional agricultural products and frequent drought. After the relative failure of policies of African Socialism in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986. This has progressively stabilised the economy, and encouraged private sector activity. Multiparty democracy was formally achieved in constitutional reforms in 1992 and elections are scheduled for 1995.

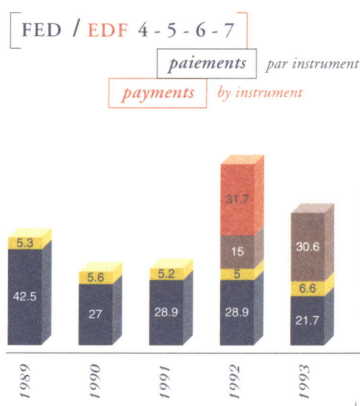
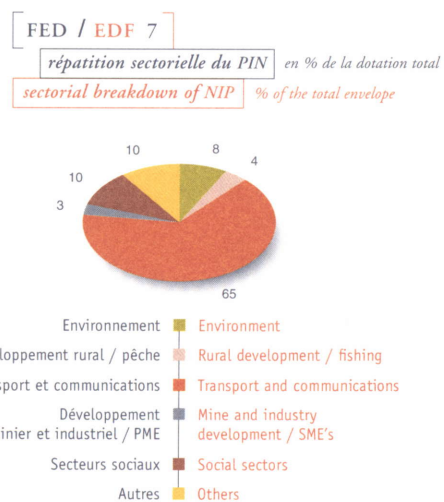
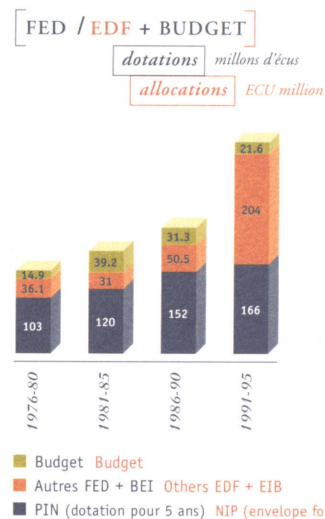
EU-Tanzania cooperation began in 1974, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. More recently, structural adjustment support for macroeconomic reforms has been included.

Under the Lomé IV Convention, structural adjustment allocation (over ECU 100 million) was given particular attention. The National Indicative Programme (NIP) of ECU 166 million includes several transport projects to improve road and rail links to neighbouring landlocked countries—Rwanda, Burundi, Zaïre and Uganda—, which are confounded with the Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for environmental conservation, telecommunications, institutional strengthening and training, and microprojects. Projects to assist in AIDS prevention and control and urban water supply are under consideration. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (over ECU 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on coffee processing, to help in the transition to a more market-oriented economy.

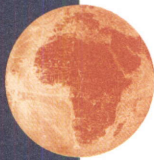
Smaller but significant actions have also been launched from the EU budget: several NGO cofinanced projects in various parts of the country, environment conservation/protection research and planning projects and almost ECU 12 million of food aid following the regional drought in 1992. Support for the process of democratisation included equipment and material for elections.

Substantial emergency aid funds have been provided to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi during 1994.

Moreover, over ECU 40 million have been approved by the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 19 million has been committed so far in the private sector and port infrastructure.







# TCHAD

LE TCHAD est un pays sahélien totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus pauvres du monde. Confronté à une multitude de contraintes d'ordre géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: l'agro-pastoral, l'autosuffisance alimentaire, les ressources pétrolières.

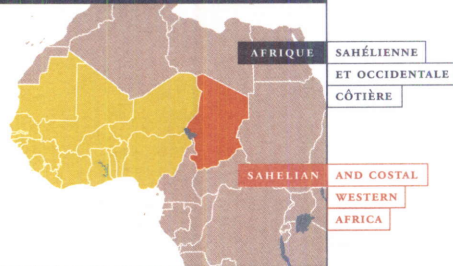
Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une période d'instabilité politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. La situation actuelle laisse espérer que le Tchad retrouve la voie du processus de réconciliation nationale et de la normalisation de la vie institutionnelle.

La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED institué par la Convention de Yaoundé I (1964-1969). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV —101,5 millions d'écus— met également l'accent sur les infrastructures routières (48 %), afin de désenclaver le Tchad dans sa dimension nationale et régionale. Le secteur social, avec les projets d'hydraulique villageoise, de santé et d'éducation, reçoit 35 % du PIN. D'autres actions concernent l'environnement, l'élevage, les ressources halieutiques et les microréalisations.

Par ailleurs, 13,6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Depuis 1976, 82 actions menées par des ONG ont été financées (près de 9 millions d'écus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	200 \$ (1993)
Exportations	63 mio \$ (1993)
coton	47 %
Service de la dette / exportations	7,4 % (1993)

## Indicateurs sociaux

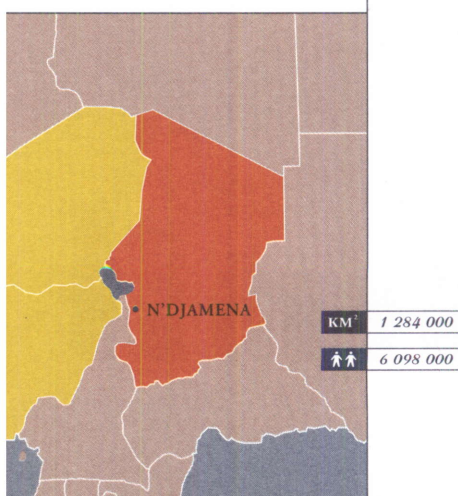
Taux de croissance de la population	2,72 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	57 % (1993)
Taux d'urbanisation	35 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	200 \$ (1993)
Exports	63 mio \$ (1993)
cotton	47 %
Debt service / exports	7.4 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.72 % (1990-1995)
Primary schooling rate	57 % (1993)
Urbanization rate	35 % (1993)



CHAD is a Sahelian country completely landlocked, where the population lives predominately a rural life. It is one of the poorest countries in the world. Confronted with a multitude of constraints of a geographical (land locking), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector) nature, Chad does have, nevertheless, potential for development in pastoral farming, food self-sufficiency and oil resources.

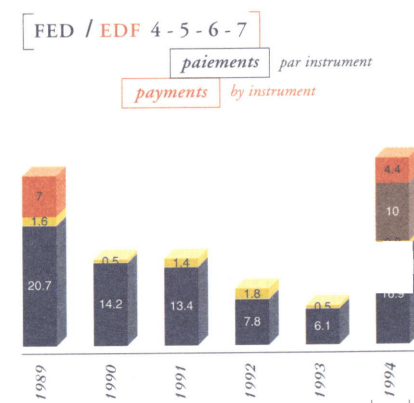
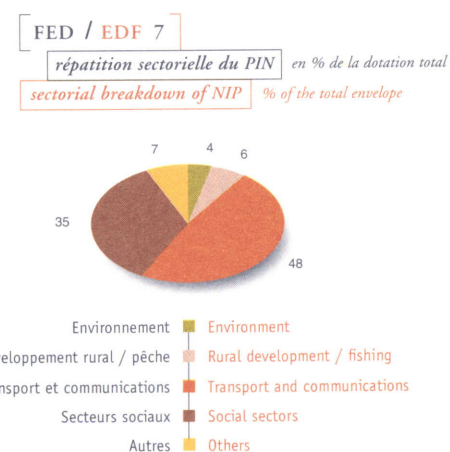
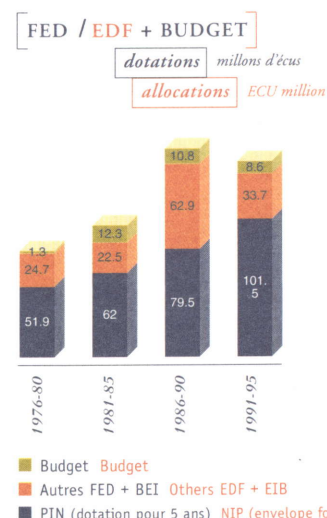
Since its independence in 1960, Chad has experienced a period of political instability resulting in civil wars and many changes of government. The current situation gives hope that Chad will find a process of national reconciliation and normalise institutional life.

Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF introduced under the Yaoundé I Convention (1964-1969). The greatest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructure, other sectors of intervention being health care and education.

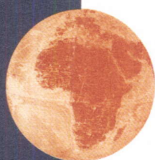
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) —ECU 101.5 million— likewise prioritises on road infrastructure (48 %) with a view to unlandlocking Chad on a national and regional scale. The social sector receives 35 % of NIP for village hydraulic projects, health care and education. Other actions concentrate on the environment, livestock rearing, existing natural water resources and microprojects.

Moreover, ECU 13.6 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

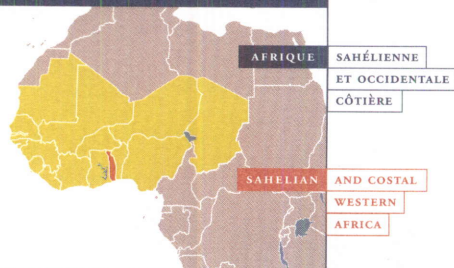
Since 1976, 82 projects led by NGOs have been financed (almost ECU 9 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.







# Togo



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	330 \$ (1993)
Exportations	120 mio \$ (1993)
phosphate	20 %
coton	2 %
Service de la dette / exportations	8,5 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,18 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	111 % (1993)
Taux d'urbanisation	30 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	330 \$ (1993)
Exports	120 mio \$ (1993)
phosphate	20 %
cotton	2 %
Debt service / exports	8.5 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.18 % (1990-1995)
Primary schooling rate	111 % (1993)
Urbanization rate	30 % (1993)

EN BORDURE du Golfe de Guinée, le Togo s'étire en longueur entre le Ghana et le Bénin jusqu'au Burkina Faso. Le pays est soumis à des conditions climatiques variées et diversifiées allant du type subéquatorial au type soudanien au nord.

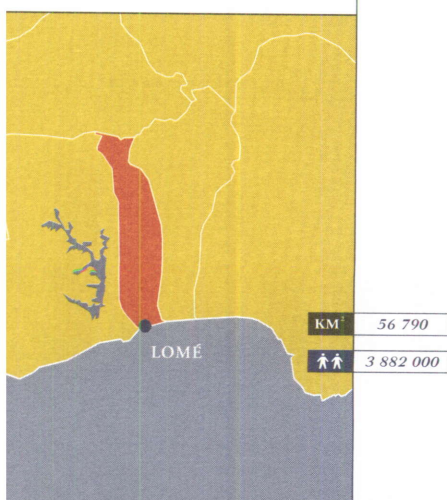
Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), conduit le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est alors nécessaire.

L'économie togolaise repose sur un secteur agricole diversifié (cultures de rente et vivrières), sur des exportations de phosphate et sur un secteur tertiaire dynamique. Elle continue cependant à se heurter aux problèmes que lui posent la petite taille du pays, une demande majoritairement insolvable et une pression démographique forte.

Une longue crise politique s'est amorcée suite à l'interruption du processus de démocratisation engagé en 1991. Ce blocage politique a conduit à un exode de la population (1/3 de la capitale) vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers ainsi qu'à la suspension de la coopération de l'ensemble des partenaires et de l'Union européenne depuis 1992, avec le gel des nouveaux programmes, excepté ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le Programme Indicatif National de Lomé IV (68 millions d'écus), axé prioritairement sur le développement rural, les infrastructures et les ressources humaines, ainsi que les mesures d'appui à l'ajustement structurel et les interventions prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI (12 millions d'écus) n'ont pu connaître qu'un très faible début d'exécution.

Ces blocages ont eu pour effet que tous les secteurs de l'économie togolaise se trouvent aujourd'hui dans un état critique et que le pays est passé au 145<sup>ème</sup> rang mondial selon le classement de l'Indicateur du Développement Humain (IDH).

Certains progrès formels vers la démocratisation ont été constatés en 1994, des élections législatives se sont déroulées en février et, depuis lors, certains bailleurs de fonds ont repris leur coopération. Dans ce contexte, et en attendant que les conditions pour une reprise totale soient de nouveau réunies, il est prévu que la coopération reprenne de façon progressive et graduelle, en visant particulièrement l'amélioration des conditions de vie du peuple togolais.



RUNNING alongside the Gulf of Guinea, Togo stretches lengthways between Ghana and Benin and is closed in on the other side by Burkina Faso. The country is subject to diverse climatic conditions, from the sub-equatorial to a Sudanese-type climate in the north.

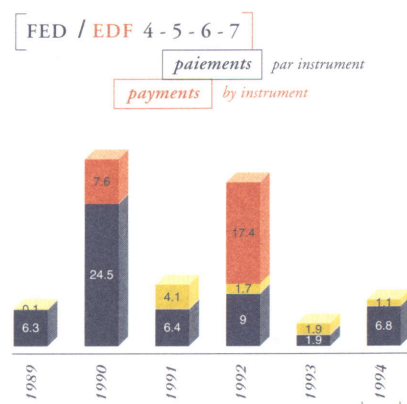
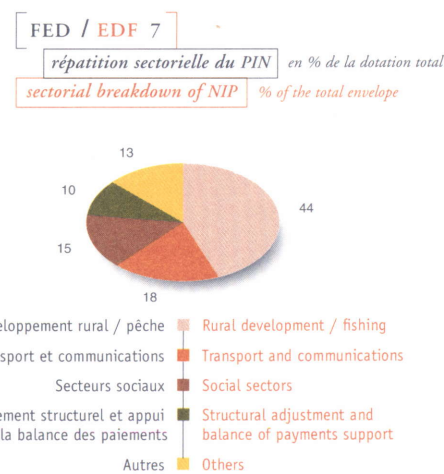
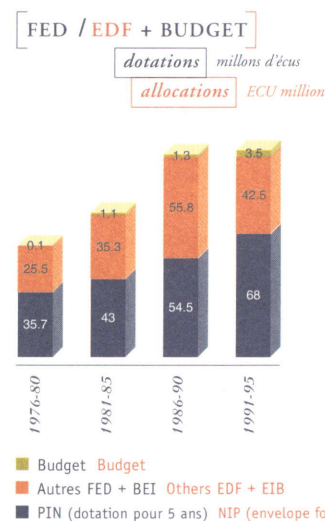
After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability, aided by a prosperous economy and growth largely based on public investment. A combination of several internal and external factors, however, (deterioration of terms of trade, drought, increased debt burden, oil crises), led the country into a serious economic and financial crisis. Togo was therefore obliged, from 1983 onwards, to make a series of structural adjustment plans.

The Togolese economy relies on a diverse agricultural sector (cash crops and food crops), on phosphate exports and a dynamic service sector. The fundamental problems with the country, though, are without doubt linked to its smallness, its frequent inability to pay for much-needed imports and a demographic pressure that makes real progress difficult.

In addition to this, a long-running political crisis has resulted from the interruption of the democratisation process begun in 1991. This political deadlock has led to an exodus of the population (a third of the capital) towards the regions and countries on Togo's borders, as well as the suspension of cooperation by all its partners and the European Union since 1992, with the freezing of new programmes, apart from humanitarian aid. Thus, the National Indicative Programme, whose priority targets were rural development, infrastructures and human resources, and Lomé IV Structural Adjustment support measures and EIB capital risks (MECU 12), could barely be started.

As a result of these constraints, all sectors of Togo's economy are now in a critical condition and the country has dropped to 145th position in the world, according to the ranking by the Human Development Index (HDI).

Some positive progress towards democratisation was noted in 1994, with legislative elections taking place in February 1994, and since then, some donors have renewed their cooperation. In that context, and while waiting for the right conditions to be in place for a complete recovery, cooperation is expected to resume progressively and gradually, by aiming in particular for an improvement in the living conditions for Togo's population.







# TONGA



PACIFIQUE

PACIFIC

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1610 \$ (1993)
Exportations	21 mio \$ (1993)
citrouille	60 %
vanille	23 %
Service de la dette / exportations	3,4 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0,4 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	35,1 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	1610 \$ (1993)
Exports	21 mio \$ (1993)
squash	60 %
vanilla	23 %
Debt service / exports	3.4 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	0.4 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	35.1 % (1990)

NUKU'ALOFA

KM<sup>2</sup> 750

94 000

MONARCHIE constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga est devenue indépendante en 1970. Le pays est constitué de 3 groupes d'îles (Tongatapu, Ha'apai et Vava'u), environ 150 au total, et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362 000 km<sup>2</sup>.

L'économie est dominée par le secteur agricole. L'envoi de fonds par les émigrés représente une importante source de revenus à côté de l'aide extérieure. Ces dernières années, les exportations de citrouilles et de vanille, ont compensé le déclin des exportations traditionnelles (noix de coco et bananes).

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les fonds programmés sous Lomé I, II et III (14 millions d'écus) ont été principalement orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), les pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, actions de marketing, installations frigorifiques) et un programme intégré de développement rural dans les îles Vava'u destiné à doter la région d'une infrastructure de base (routes, éducation, santé, marketing, installations de quarantaine, appui institutionnel).

Tonga a également bénéficié d'aides non-programmées, telles que des transferts Stabex (10 millions d'écus, notamment pour les huiles de coco et de coprah) et des aides d'urgence allouées à la suite de cyclones et d'un tremblement de terre.

Sous Lomé IV, la majeure partie du Programme Indicatif National (PIN) de 6 millions d'écus est attribuée à la région Vava'u, faisant ainsi de l'Union européenne le premier donateur de la région. Un projet urbain pour Neiafu, permettra d'améliorer l'infrastructure de cette ville, capitale de Vava'u (réfection des routes et des égouts, construction d'un marché, approvisionnement en eau, installations sanitaires, préservation des sites naturels et historiques, aménagement des côtes). Un programme pluriannuel de microprojets reposant sur la participation des communautés locales (0,5 million d'écus) financera des infrastructures de base dans les zones rurales.

Les transferts Stabex au titre de Lomé IV (2 millions d'écus) sont destinés à renforcer la diversification des exportations agricoles.

En outre, au titre des ressources gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), 2 millions d'écus ont déjà été engagés en faveur des petites et moyennes entreprises.

A CONSTITUTIONAL monarchy since 1875, Tonga became independent in 1970.

The country consists of 3 main groups of islands (Tongatapu, Ha'apai and Vava'u), in all about 150, with territorial waters estimated at over 362 000 km<sup>2</sup>.

The economy is dominated by the agricultural sector. In recent years exports of squash (pumpkin) and vanilla have compensated for the decline in traditional exports (coconut products and bananas). Remittances from emigrants represent an important source of income, as is external aid.

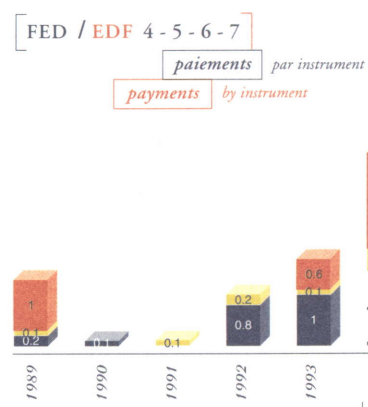
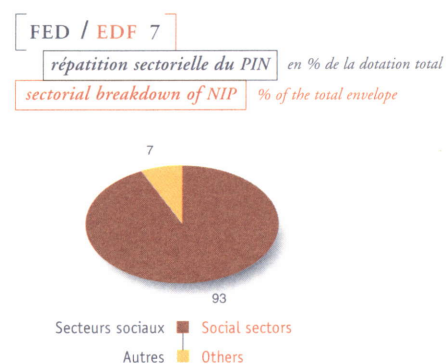
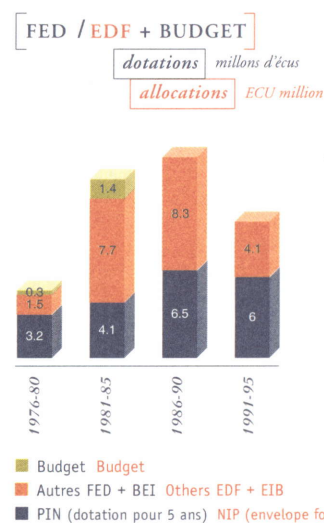
European assistance began in 1975 under the Lomé I Convention. Funds programmed under Lomé I, II and III (ECU 14 million) were directed principally towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u group of islands aimed at providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing and quarantine facilities, institutional strengthening).

Tonga has also received non-programmable funds, such as Stabex transfers (ECU 10 million for copra and coconut oil in particular) and emergency aid following cyclones and an earthquake.

Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme (NIP) is devoted to the Vava'u region, making the European Union the major donor in the region. An urban project will improve facilities in the town of Neiafu, capital of Vava'u (road upgrading, drainage, market construction, water supply, sanitation, natural and historical sites preservation, foreshore development). A multi-annual microproject programme (ECU 0.5 million) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities.

Stabex transfers under Lomé IV (ECU 2 million) are destined for strengthening the agriculture export diversification.

Moreover, ECU 2 million has already been committed from the resources managed by the European Investment Bank (EIB) to small and medium sized enterprises.







# TRINIDAD AND TOBAGO



CARIBBES

CARIBBEAN

FORMÉ de deux îles à l'extrême sud de la Mer des Caraïbes, Trinité et Tobago a une population concentrée sur la principale île de Trinité et caractérisée par une diversité culturelle parmi les plus grandes au monde. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime démocratique parlementaire.

La production pétrolière, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début de la décennie 1980, mais la baisse des cours mondiaux et de la production nationale ces 15 dernières années ont entraîné une chute des revenus pétroliers. Cette situation, a amené le gouvernement issu des élections de 1991 à adopter, en 1992, des réformes structurelles.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago a bénéficié d'une allocation globale de plus de 35 millions d'écus d'aide programmée pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

En ce qui concerne les ressources programmables disponibles sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (PIN) s'élèvent à 17 millions d'écus, auxquels s'ajoutent 3 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). Suite à une redéfinition des priorités de développement par le nouveau gouvernement, les PIN de Lomé III et IV ont été renégociés en 1993, ce qui a permis de relancer la mise en oeuvre des projets. Les nouveaux programmes des PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien à trois programmes concernant la formation et l'accès au crédit de jeunes agriculteurs, le développement des petites entreprises et l'électrification en milieu rural. Tous ces projets ont été rapidement adoptés et sont actuellement en cours.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) se sont élevés, de Lomé I à III, à près de 56 millions d'écus, dont 53 millions au titre des ressources propres de la Banque. Ils ont principalement contribué au développement des petites entreprises. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà accordé 46 millions d'écus de prêts sur ressources propres, notamment en faveur de la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays, qui s'ajoutent à plus de 4 millions d'écus de capitaux à risques.

Trinité et Tobago bénéficie également, dans le cadre du Protocole sur le Sucre de la Convention de Lomé, d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 47 000 tonnes, dont les retombées peuvent être estimées à environ 20 millions d'écus, soit plus que la totalité du PIN.

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	3730 \$ (1993)
Exportations	1 382 mio \$ (1993)
<i>pétrole et produits pétroliers</i>	82 %
<hr/>	
Service de la dette / exportations	27,7 % (1992)

## Indicateurs sociaux

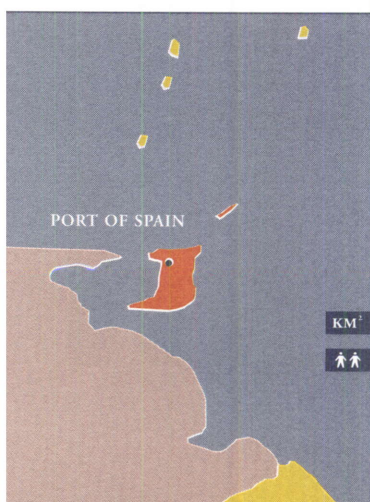
Taux de croissance de la population	1,08 % (1990-1995)
<hr/>	
Taux de scolarisation primaire	96 % (1993)
<hr/>	
Taux d'urbanisation	66 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	3730 \$ (1993)
Exports	1 382 mio \$ (1993)
<i>oil and oil products</i>	82 %
<hr/>	
Debt service / exports	27.7 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	1.08 % (1990-1995)
<hr/>	
Primary schooling rate	96 % (1993)
<hr/>	
Urbanization rate	66 % (1993)



KM<sup>2</sup> 5 130

↑↑ 1 338 000

TRINIDAD AND TOBAGO is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterised by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil production, the main sector of the economy, brought the country's relative prosperity in the 1970s and in the early 1980s, but the falling of world prices and national production in the last 15 years led to a drop in oil earnings. This situation led the Government elected in 1991 to adopt in 1992 structural reforms.

Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of more than ECU 35 million of programmed aid for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion sectors, as well as in human resources development.

Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme (NIP) funds amount to ECU 17 million, to which must be added ECU 3 million under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following a new definition of the new Government's development priorities, NIPs under Lomé III and IV were re negotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to start again. The reviewed NIPs focus on road rehabilitation, support for structural adjustment (in addition to SAF resources), as well as support to three programmes: youth agricultural credit and training programme, small business development programme and rural electrification programme. All these projects were rapidly adopted and are now underway.

Financing through the European Investment Bank amounted, from Lomé I to Lomé III, to about ECU 56 million, including ECU 53 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprises development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 46 million in loans from its own resources to modernise an oil refinery, a project considered by the country to be a high priority, which adds to more than ECU 4 million in the form of risk capital.

Trinidad and Tobago also benefits, in the framework of the Lomé Convention Sugar Protocol, from a yearly export quota of 47 000 tonnes to the European market, annual earnings of which may be estimated at about ECU 20 million (more than the NIP total amount).

